



**PRÉFET  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Direction départementale de la protection des populations**

**Service prévention des risques techniques**

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

**modifiant et complétant les dispositions relatives au phasage d'exploitation, aux garanties financières et aux rubriques ICPE de la carrière exploitée par la société CARRIÈRES DE PROVENCE, aux lieux dits "Les Petits Ribas" et "Côteaux de Blacouve" sur le territoire de la commune d'Oppède (84580)**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le Code de l'Environnement, notamment le titre Ier du livre V et ses articles L. 171-8 et R181-46 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral N° 64 du 12 mai 2003 autorisant la société Carrières de Provence à exploiter une carrière sur le territoire des communes d'Oppède, aux lieux dits « Les Petits Ribas » et « Côteaux de Blacouve » ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 19 juin 2023 mettant en demeure la société CARRIÈRES DE PROVENCE pour l'exploitation de la carrière implantée sur le territoire de la commune d'Oppède aux lieux dits "Les Petits Ribas" et "Côteaux de Blacouve" ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** la demande de modification en date du 27 juillet 2023, complétée le 12 mars 2025 relative au plan de phasage, à l'actualisation des garanties financières du site, à la mise à jour des rubriques de l'installation exploitée par la société « Carrières de Provence » implantée sur le territoire de la commune d'Oppède aux lieux dits "Les Petits Ribas" et "Côteaux de Blacouve" dans le département de Vaucluse ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 31 mai 2023, relatif à la visite d'inspection du 14 mars 2023 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 avril 2025 portant sur l'instruction du dossier relatif à la demande de modification en date du 27 juillet 2023 et complétée le 12 mars 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant ;

**VU** l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été transmis, dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**CONSIDÉRANT** que la société des Carrières de Provence est autorisée à exploiter une carrière située aux lieux dits « Les Petits Ribas » et « Côteaux de Blacouve », sur la commune du territoire d'Oppède, autorisée par arrêté préfectoral du 12 mai 2003 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite réalisée le 14 mars 2023, de la carrière située aux lieux dits « Les Petits Ribas » et « Côteaux de Blacouve », exploitée par la société Carrières de Provence sur la commune d'Oppède, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non-respect des dispositions de l'article R.181-46 II du code de l'environnement susvisé, en raison de l'absence de réalisation de porter à connaissance, préalablement à la mise en oeuvre des modifications des conditions d'exploitation, relatives à l'exploitation du carreau N° 3 par anticipation et aux modalités de ravitaillement des engins ;

**CONSIDÉRANT** qu'un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris le 19 juin 2023 afin d'imposer à l'exploitant la mise en conformité vis-à-vis des dispositions de l'article R.181-46 II du code de l'environnement, en raison de l'absence de réalisation de porter à connaissance, préalablement à la mise en oeuvre des modifications des conditions d'exploitation, relatives à l'exploitation du carreau N° 3 par anticipation et aux modalités de ravitaillement des engins ;

**CONSIDÉRANT** que le porter à connaissance en date du 23 juillet 2023 et complété le 12 mars 2025 comporte une proposition de phasage portant sur les phases 5 et 6 permettant d'aboutir à un état final de la carrière avec un usage futur à caractère écologique et culturel ;

**CONSIDÉRANT** que la demande du 27 juillet 2023 et complétée le 12 mars 2025 portant sur le nouveau plan de phasage (phases 5 et 6), l'actualisation des garanties financières, la mise à jour des rubriques autorisées faite par la société Carrières de Provence comporte l'ensemble des éléments d'appréciation requis par l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la demande du 27 juillet 2023 et complétée le 12 mars 2025 portant sur le nouveau plan de phasage (phases 5 et 6) est liée à une exploitation moins rapide du gisement qu'initialement prévue ;

**CONSIDÉRANT** que la demande du 27 juillet 2023 et complétée le 12 mars 2025 portant sur le nouveau plan de phasage (phases 5 et 6) ne conduit pas à une modification des conditions de remise en état de la carrière, hormis la côte de fond de fouille liée à une exploitation moins rapide du gisement qu'initialement prévue ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications du plan de phasage et des modalités de ravitaillement des engins, décrites dans le cadre du dossier du 27 juillet 2023 et complété le 12 mars 2025 susvisé par la Carrière de Provence, ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 ;

**CONSIDÉRANT** par conséquent, que ces modifications ne sont pas substantielles, au regard des critères de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que, toutefois, les dispositions de l'arrêté préfectoral N° 64 du 12 mai 2003 doivent être modifiées ou complétées, afin de prendre en compte le plan de phasage (phase 5 et 6) présenté dans le dossier 27 juillet 2023 et complété le 12 mars 2025 susvisé, l'actualisation des garanties financières associées ainsi que la mise à jour des rubriques de l'installation ;

**CONSIDÉRANT** qu'ainsi, un arrêté complémentaire doit être édicté afin de prendre en compte les modifications apportées aux conditions de fonctionnement de la carrière, conformément aux dispositions des articles R.181-45 et 46 du Code de l'environnement ;

**APRÈS** communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

**SUR** proposition de monsieur le directeur départemental de la protection des populations,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Champ d'application**

La société Carrières de Provence (SIRET : 61 162 049 300 043), dont le siège social est situé Route de Maussane à Fontvieille (13 990), ci-après nommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux dispositions des articles suivants, pour l'exploitation de la carrière située aux lieux dits « Les Petits Ribas" et "Côteaux de Blacouve" sur le territoire de la commune d'Oppède.

### **ARTICLE 2 : Modification de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral N° 64 du 12/05/2003**

Le tableau de nomenclature de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral N° 64 du 12/05/2003 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'activité autorisée est visée par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement aux rubriques :

Rubrique	Désignation de l'activité	Volume de l'activité	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	Production annuelle maximum : 45 000 t extraction maximale : 90 000 t	A

Rubrique	Désignation de l'activité	Volume de l'activité	Régime
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Surface de stockage : 7 000 m <sup>2</sup>	D
2524	Atelier de taillage, sciage et polissage de minéraux naturels ou artificiels	Puissance installée supérieure à 400 kW	D
2930-1	Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur	Surface de l'atelier : 80 m <sup>2</sup>	NC
1435-2	installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	Cuve de 5 000 L sur rétention Volume annuel distribué : 60 m <sup>3</sup>	NC

(\*) A (AUTORISATION), D (DÉCLARATION) OU NC (NON CLASSE)

### **ARTICLE 3 : Modification de l'article 12 de l'arrêté préfectoral N° 64 du 12/05/2003 (garanties financières)**

Les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 12 de l'arrêté préfectoral N° 64 du 12/05/2003 sont modifiées de la façon suivante :

« Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état est pour :

- la phase 5-de 21 à 25 ans (2023-2028) est de 231 146 €;
- la phase 6-de 25 ans à 30 ans (2028-2033) est de 141 691 € »

L'indice TP01 de référence est celui en vigueur en juillet 2023 et la TVA de référence est de 20 %. »

### **ARTICLE 4 : Modification de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral N° 64 du 12/05/2003**

Les plans de phasage correspondant à la phase 5 et 6, annexés à l'arrêté préfectoral N°64 du 12/05/2003, sont remplacés par les plans en annexe 1 et 2 du présent arrêté pour les périodes 2023-2028 et 2028-2033.

### **ARTICLE 5 : Voies et délais de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

## **ARTICLE 6 - Publicité**

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 7 - Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture, la sous-préfète d'Apt, le maire d'Oppède, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale de Vaucluse, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le 21 mai 2025

Pour le préfet,  
La secrétaire générale

signé : Sabine ROUSSELY

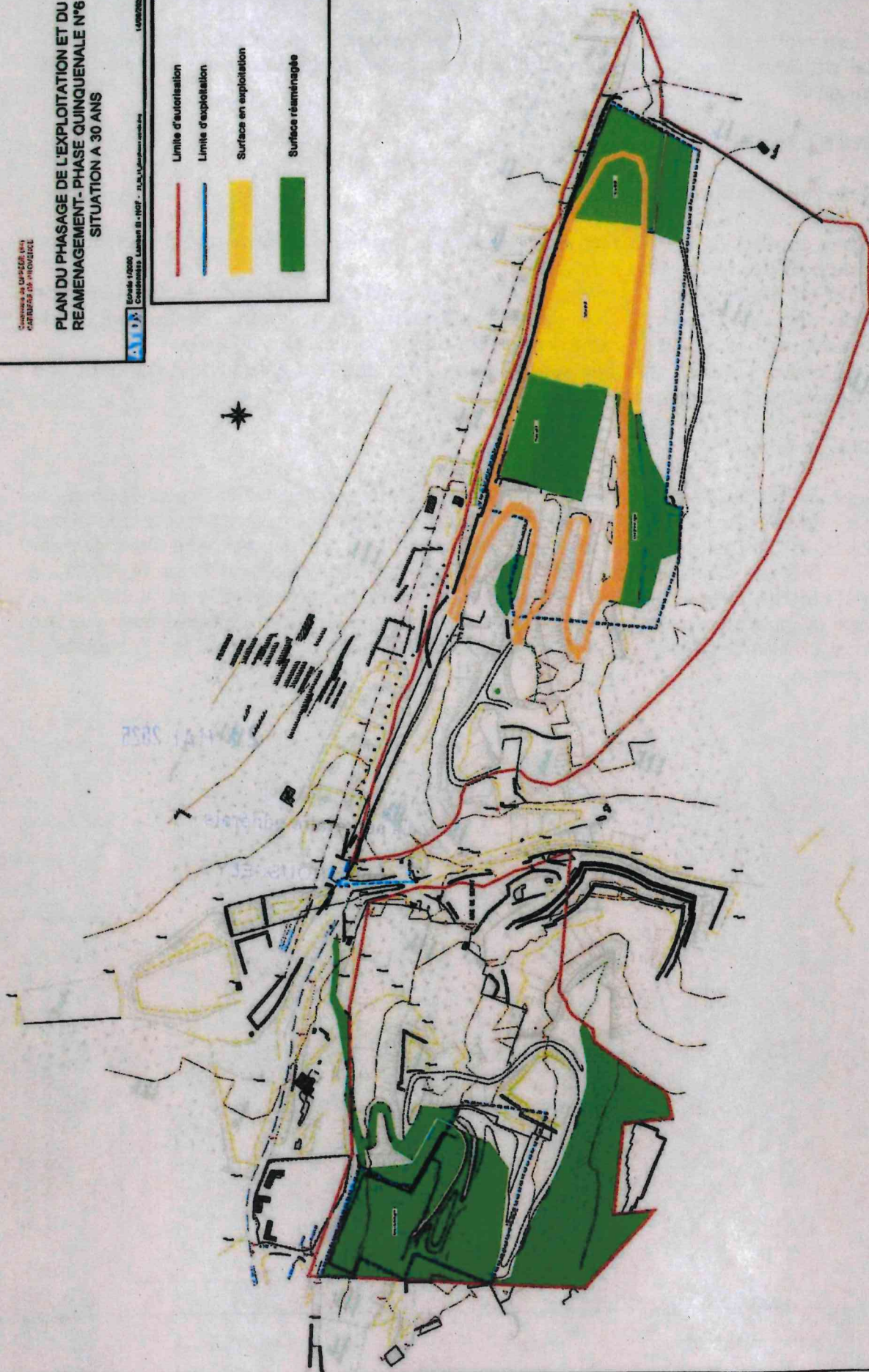






**PLAN DU PHASAGE DE L'EXPLOITATION ET DU  
REAMENAGEMENT- PHASE QUINQUENALE N°6  
SITUATION A 30 ANS**

	Limite d'autorisation	Limite d'exploitation	Surface en exploitation	Surface réaménagée
SAISON D'HIVER				
- 1980-1981	167	167	167	167
- 1981-1982	167	167	167	167
- 1982-1983	167	167	167	167
- 1983-1984	167	167	167	167
- 1984-1985	167	167	167	167
- 1985-1986	167	167	167	167
- 1986-1987	167	167	167	167
- 1987-1988	167	167	167	167
- 1988-1989	167	167	167	167
- 1989-1990	167	167	167	167
- 1990-1991	167	167	167	167
- 1991-1992	167	167	167	167
- 1992-1993	167	167	167	167
- 1993-1994	167	167	167	167
- 1994-1995	167	167	167	167
- 1995-1996	167	167	167	167
- 1996-1997	167	167	167	167
- 1997-1998	167	167	167	167
- 1998-1999	167	167	167	167
- 1999-2000	167	167	167	167
- 2000-2001	167	167	167	167
- 2001-2002	167	167	167	167
- 2002-2003	167	167	167	167
- 2003-2004	167	167	167	167
- 2004-2005	167	167	167	167
- 2005-2006	167	167	167	167
- 2006-2007	167	167	167	167
- 2007-2008	167	167	167	167
- 2008-2009	167	167	167	167
- 2009-2010	167	167	167	167
- 2010-2011	167	167	167	167
- 2011-2012	167	167	167	167
- 2012-2013	167	167	167	167
- 2013-2014	167	167	167	167
- 2014-2015	167	167	167	167
- 2015-2016	167	167	167	167
- 2016-2017	167	167	167	167
- 2017-2018	167	167	167	167
- 2018-2019	167	167	167	167
- 2019-2020	167	167	167	167
- 2020-2021	167	167	167	167
- 2021-2022	167	167	167	167
- 2022-2023	167	167	167	167
- 2023-2024	167	167	167	167
- 2024-2025	167	167	167	167
- 2025-2026	167	167	167	167
- 2026-2027	167	167	167	167
- 2027-2028	167	167	167	167
- 2028-2029	167	167	167	167
- 2029-2030	167	167	167	167
- 2030-2031	167	167	167	167
- 2031-2032	167	167	167	167
- 2032-2033	167	167	167	167
- 2033-2034	167	167	167	167
- 2034-2035	167	167	167	167
- 2035-2036	167	167	167	167
- 2036-2037	167	167	167	167
- 2037-2038	167	167	167	167
- 2038-2039	167	167	167	167
- 2039-2040	167	167	167	167
- 2040-2041	167	167	167	167
- 2041-2042	167	167	167	167
- 2042-2043	167	167	167	167
- 2043-2044	167	167	167	167
- 2044-2045	167	167	167	167
- 2045-2046	167	167	167	167
- 2046-2047	167	167	167	167
- 2047-2048	167	167	167	167
- 2048-2049	167	167	167	167
- 2049-2050	167	167	167	167
- 2050-2051	167	167	167	167
- 2051-2052				









Commune de GENEVE  
Administration des Propriétés

**PLAN DU PHASAGE DE L'EXPLOITATION ET DU  
REAMENAGEMENT - PHASE QUINQUENNALE N°5  
SITUATION A 25 ANS**

Échelle 1:2000  
Consultation: Lundi 18 - 19h - 20h, Mercredi 20h - 21h

	Limite d'autorisation
	Limite d'exploitation
	Surface en exploitation
	Surface réaménagée

